



Déclaration préalable CTSD du 27 janvier 2021

Madame la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous tenons à débiter cette intervention en soulignant ce que nous avons déjà mis en avant à d'autres reprises : le profond sentiment de défiance, de colère et d'épuisement parmi nos collègues. Tous les artifices de communication, comme la parodie de concertation du Grenelle de l'Education, que la FSU a quittée pour dénoncer une fois de plus les délires manipulateurs de Blanquer, ne feront pas oublier la réalité de son projet dont nous voyons chaque jour les effets délétères se mettre en place sur le terrain.

Pour ce CTSD, nous resterons essentiellement sur les problématiques 1^{er} degré.

S'est déroulée, la seconde étape de passation des évaluations standardisées de CP, dont les finalités et la méthode sont contestables. Des évaluations qui ne permettent ni de mettre en confiance les élèves, ni d'aider les enseignant.es. Quant à leurs résultats, ils serviront, une fois de plus à appuyer la communication politique du gouvernement. Le pilotage par les évaluations doit être abandonné, les urgences sont ailleurs. Il est au contraire indispensable de soutenir la professionnalité des enseignant.es et de reconnaître leur légitimité à construire leur pédagogie.

Après avoir aménagé les programmes de l'école élémentaire, le ministre s'attaque à l'école maternelle. En prétextant de l'instruction obligatoire à 3 ans, alors que l'école maternelle était déjà fréquentée par 97% des enfants âgés de trois ans, le ministre a chargé le conseil supérieur des programmes (CSP) de modifier ceux de l'école maternelle. Les objectifs de la maternelle seraient réduits à une préparation au CP et aux évaluations standardisées. L'obsession incessante de l'évaluation de notre ministre conduira inévitablement à classer les élèves dès l'âge de trois ans faisant ainsi reposer la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles, notamment celles issues des milieux populaires. Rendre l'instruction obligatoire à trois ans, sans investir pour une meilleure qualité de scolarisation dans l'école publique mais en resserrant les apprentissages sur les fondamentaux sans se soucier du développement de l'enfant c'est abandonner l'idée d'une école émancipatrice et démocratique qui permettrait la réussite de tout.es.

Pour prendre toute la part qui lui revient dans la réduction des inégalités scolaires, l'école première a besoin d'être confortée dans son fonctionnement actuel avec plus de moyens : effectifs réduits, formation initiale et continue spécifiques, locaux et matériels adaptés, une ATSEM par classe à temps plein, interventions du RASED...L'école maternelle a surtout besoin d'une politique éducative qui prenne en compte sa singularité. Une politique qui fasse confiance aux enseignant.es sur le terrain, mais encore une fois, c'est bien le contraire. C'est pourquoi la FSU souhaite que le ministère renonce à la réécriture des programmes de maternelle, comme le lui demandent les membres du CSE.

Parmi les projets de décentralisation, la FSU dénonce celui des personnels de santé (infirmier.es et médecins). La FSU reste fondamentalement attachée aux missions des infirmier.es de l'EN dans les établissements scolaires au service des élèves. Ils sont un des maillons essentiels du service public d'éducation. Leurs missions et leur nombre doivent être renforcés pour permettre d'améliorer les chances de réussite scolaire de tout.es les élèves dont elles-ils ont la responsabilité. La politique éducative sociale et de santé de l'Education nationale doit rester de la gouvernance et la responsabilité pleine et entière de notre ministère.

La préparation de la carte scolaire 2021 se déroule dans un contexte sanitaire tendu. Avec l'arrivée de souches variantes plus virulentes, la crainte d'un prochain reconfinement inquiète fortement. Le choix du ministre reste pour l'heure de maintenir les écoles et établissements ouverts contrairement à d'autres pays d'Europe. La FSU partage la

préoccupation du maintien de l'ouverture des lieux scolaires mais elle attend des mesures fortes (une harmonisation de la règle de fermeture des écoles en cas de clusters, des consignes relatives à l'isolement des cas contacts conformes à celles qui sont données par les ARS, un équipement gratuit en masques chirurgicaux à usage unique pour les personnels comme pour les élèves, une campagne massive de tests PCR dans les écoles, de façon à isoler rapidement les cas positifs, un accès prioritaire à la vaccination pour les personnels de l'Éducation nationale qui le souhaitent)

Pour autant, aucun renforcement du protocole n'est prévu dans les écoles et établissements, si ce n'est la préconisation de mesures « plus strictes » notamment sur le non-brassage des groupes pour le temps de cantine, alors même que le manque de remplaçants entraîne un brassage fréquent dans de nombreuses classes, ainsi que l'arrêt préjudiciable pour les jeunes des activités physiques et sportives en milieu fermé alors que les pratiques sont jugées essentielles pour leur santé. Pire, le ministre continue à entretenir le flou et à renvoyer au niveau local les décisions sur la mise en place d'organisations pédagogiques adaptées. La FSU continue de dénoncer le renvoi de la gestion de la pandémie au niveau des établissements qui crée une rupture d'égalité entre les élèves.

Notre département va suivre de près les « contrats locaux d'accompagnement » qui vont être signés dans les 3 académies de Lille, Nantes et Marseille. Dé-labeliser les REP, c'est permettre à chaque académie de modifier ses priorisations en fonction des enjeux politiques locaux, à l'inverse d'une carte nationale construite sur des critères transparents. Les contrats entre les écoles et le rectorat dont on nous annonce la création vont permettre une expérimentation du pilotage des établissements par les résultats et de rémunération au mérite (au moins pour une part), inspirée de ce qui existe notamment dans les pays anglo-saxons. La FSU s'opposera à ce projet-là.

En ce qui concerne ces travaux de cette carte scolaire, nous actons favorablement la mise en place des GS dédoublées en REP ou des classes limitées à 24 ailleurs à condition que cela ne se fasse pas au détriment des autres classes comme c'est le cas pour au moins une école du bassin. Les déséquilibres trop marqués ressentis comme de l'iniquité peuvent être à l'origine entre les écoles et même entre les classes d'une même école de découragements et de tensions.

Nous souhaiterions par ailleurs que toute mesure de carte scolaire envisagée fasse l'objet avant les instances d'un échange entre l'IEN de circonscription et l'équipe de l'école, ceci afin que les enseignants ne tombent des nues au moment de l'annonce avec le sentiment d'être mis devant le fait accompli, le sentiment d'être tenus à l'écart par leur hiérarchie d'une décision qui les impacte grandement.

Au SNUipp-FSU12, nous continuons de penser qu'aucune classe unique ne devrait voir son effectif dépasser 20 élèves. Il ne s'agit pas là d'une position de principe mais de la prise en compte de conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants fortement dégradées au-delà de ce nombre. Suivant la présence ou l'inscription d'un ou deux élèves supplémentaires, c'est toute une année scolaire qui peut s'en trouver modifier pour le meilleur ou pour le pire. Les seuils d'ouverture doivent mieux prendre en compte les spécificités de nos petites écoles et en particulier les classes multiniveaux. Vous nous dites que la situation de ces écoles sera revue à la rentrée, mais nous savons très bien que le reliquat de postes souvent modeste à la rentrée oblige à des arbitrages qui laisseront des petites écoles sur le carreau. Oui, la classe multiniveaux est une chance pour les élèves mais pas à n'importe quel prix, pas dans n'importe quelles conditions.

Bien sûr, la dotation à 0 alors que le département va perdre à la rentrée 400 élèves est une nouvelle rassurante. Oui, le P/E est en augmentation depuis plusieurs années en Aveyron et nous préférons évidemment cela à sa baisse. Cependant, une analyse qui en resterait aux chiffres pourrait laisser croire que la situation dans les écoles aveyronnaises s'est régulièrement améliorée de ce fait. Ce n'est pas le cas, en tout cas pour de nombreuses écoles du département : en effet, celles-ci ont eu à faire face ces dernières années à la paupérisation galopante des populations y compris dans nos territoires ruraux et aux mutations consécutives aux réformes conduites à marche forcée : inclusion sans les moyens nécessaires, difficultés d'attention et de comportement des élèves, disparition des RASED, surmédicalisation de la difficulté scolaire, injonctions ministérielles. Les climats de classe et les conditions de travail des professeurs s'en sont trouvés dégradés. Ça, le P/E ne le dit pas mais les témoignages et appels à l'aide de nos collègues qui se multiplient nous l'indiquent. Enseigner alors que les pressions de toutes parts s'accroissent, devient de plus en plus compliqué, chronophage, déstabilisant avec le sentiment de plus en plus présent chez les enseignant-

es de l'absence de reconnaissance, de confiance de la hiérarchie. Il suffit de regarder le nombre de demandes de démissions, de ruptures conventionnelles, de disponibilités.